

Comment le collège-lycée Cévenol compte s'en sortir

Le Chambon-sur-Lignon. De nouvelles énergies ont intégré le conseil d'administration du collège-lycée international, placé récemment en redressement judiciaire. Les responsables vont aussi pouvoir compter sur des noms prestigieux pour sortir l'établissement scolaire d'un mauvais pas.

Michel Petit, vous êtes inspecteur d'académie à la retraite et vous avez décidé de vous investir au sein du collège-lycée Cévenol. Pourquoi ?
Je vis au Chambon-sur-Lignon. J'ai du temps libre et j'ai été approché par des habitants très attachés à leur lycée et qui connaissent mon expérience dans le milieu scolaire. J'intègre une équipe étoffée qui prépare activement la rentrée 2013-2014.

Quelles sont les autres nouvelles forces en présence ?

Guillaume Chazot, hôtelier

du Plateau, nous a rejoints pour développer les projets sportifs qui sont au cœur de la refondation. Pour les projets tournés vers l'art, on peut compter sur Thomas Cazaban, vice-président de l'association Art et Sens. D'autres personnalités, qui ne résident pas sur le territoire, mais qui sont prêtes à donner du temps et de l'énergie pour le Cévenol, ont rejoint le cercle comme Hervé Knecht, fondateur du Groupe AlterEos qui a reçu le prix de l'Engagement sociétal 2012.

Quelles sont les grandes lignes de cette refondation

Martin Hirsch parrain

Le lycée Cévenol s'est doté d'un comité de parrainage rassemblant des personnalités d'envergure qui vont veiller aux destinées de l'établissement. On citera au premier chef Martin Hirsch, qui a occupé notamment le poste de haut-commissaire aux Solidarités actives contre la pauvreté, au sein du gouvernement Fillon. Ou encore Christiane Scrivener qui a été secrétaire d'État à la Consommation du gouvernement Jacques Chirac et a laissé son nom à une loi sur la protection et l'information des consommateurs de produits et de services. Notons encore des "pointures" du monde de l'éducation telles Jean-Pierre Perrin, ancien proviseur du Gymnase (lycée protestant) à Strasbourg ou encore Jean-Daniel Roche, ancien responsable du lycée Hoche à Paris.



■ Michel Petit entend faire part de son expérience dans l'Education nationale pour remettre l'établissement sur les rails. Photo Fabienne Mercier

en cours ?

Le premier axe est l'éducation à la paix et à la non-violence. Il ne s'agit pas de rester sur les grandes idées philosophiques. Il faut former les équipes éducatives. Très concrètement, une première journée de formation du personnel est programmée le 14 juin. L'objectif est de travailler sur le stress, les phénomènes de violence, de dépasser le traitement des questions de discipline uniquement par les sanctions et les enchaînements de conseils de discipline.

Le second est le développement durable...

est d'envisager, avec le rectorat et la Région, d'ouvrir un baccalauréat STI (sciences et techniques de l'ingénieur) dans cette spécialité.

Autre cheval de bataille, le sport et l'art...

Un tennis-études existe et une option foot démarre en septembre. Le but est d'en faire un sport-études à terme. Nous travaillons sur la mise en route d'une seconde Arts appliqués qui n'existe pas sur l'arrondissement.

Il reste l'internat...

Il faut en faire, à nouveau, un atout pour l'établissement. Nous devons travailler sur la dimension éducative de cet internat. ■
Propos recueillis par Fabienne Mercier

Repères

Depuis jeudi 2 mai, le lycée international du Chambon-sur-Lignon est placé en redressement judiciaire par le Tribunal d'instance du Puy-en-Velay. Une période d'observation de six mois est ouverte. Cette décision n'avait pas été prise après l'intervention de créanciers mais à la demande de Claude Le Vu, président de l'AUCC, l'association gestionnaire du Cévenol. Il manquait alors

30 000 euros pour boucler le mois, somme relativement modeste au vu de l'actif immobilier de la structure estimée à plus de 2 millions d'euros. L'ouverture de cette procédure de protection se veut avant tout technique. Elle vise à permettre à l'établissement de poursuivre son activité posément pour engager sa refondation en cours sur les axes explicités dans l'interview de Michel Petit.

Trois Auvergnats en lice pour représenter les Français des États-Unis

Politique. L'un est originaire du Cantal, l'autre de Montluçon. Le troisième est maire de Chamalières.

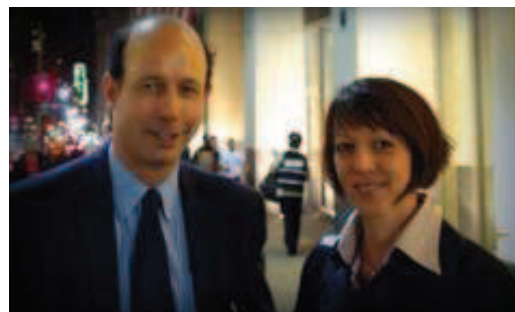
C'est l'épreuve de vérité ce week-end pour Louis Giscard d'Estaing, candidat à la législative partielle aux États-Unis. Il est soutenu par l'Union des démocrates et indépendants (UDI) de Jean-Louis Borloo. LGE affiche le soutien de Paul Bocuse. Autre nom sur la liste de ses soutiens : celui du député altiligérien Jean-Pierre Vigier. Le maire de Chamalières

(Puy-de-Dôme) n'est pas seul à briguer les suffrages des Français de l'étranger, résidant aux États-Unis et au Canada. La liste des candidats compte 12 noms, parmi lesquels trois Auvergnats !

Un Cantalien, Damien Regnard, résidant à la Nouvelle-Orléans depuis près de deux décennies est candidat de l'Union locale de la droite et du centre, soutenu par le Rassemblement des

Français de l'étranger. Cet entrepreneur a présidé la Chambre de commerce franco-américaine en Louisiane.

Nicolas Rousseaux est Montluçonnais d'origine. Ce chef d'entreprise parisien, ex-militant UMP, s'est présenté face à François Fillon à Paris aux législatives de juin 2012... à qui il a reproché de lui avoir pris le nom de sa formation : Force républicaine. Il se



■ Louis Giscard d'Estaing et sa suppléante Séverine Boitier Photo DR

présente comme un « amateur efficace face à des professionnels de l'incompétence ». ■